Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Dette-argentine-le-plan-de-la-derniere-chance>

Dette argentine : le plan de la dernière chance

- Argentine - Économie - Dette externe -

Date de mise en ligne : jeudi 3 juin 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'Argentine a mis sur la table hier mardi 1er juin une offre de restructuration de sa dette privée. "C'est notre dernière proposition", a affirmé le ministre de l'Economie Roberto Lavagna, chargé de présenter à la presse la nouvelle proposition. "C'est la seule qui se fera sous le mandat" du président Nestor Kirchner (qui se termine en 2007).

L'offre initiale de l'Argentine, dévoilée en septembre dernier à Dubaï, prévoyait un abandon de créances de 75% sur le principal de la dette en défaut, soit 81 milliards de dollars, et la non-prise en compte des intérêts dus aux porteurs de titres.

Ce chiffre de 75% est maintenu. Mais l'Argentine accepte désormais de payer les intérêts échus, qui pourraient atteindre jusqu'à 23 milliards de dollars.

M. Lavagna a estimé que l'effort "net" demandé aux créanciers du pays devrait aussi tourner autour de 75%.

Il a affirmé que ses services avaient écouté "les suggestions des créanciers" pour élaborer cette offre.

La nouvelle offre argentine s'adresse en particulier à deux classes d'investisseurs qui joueront un rôle clef dans la restructuration.

Buenos Aires offrira ainsi une obligation "au pair" destinée aux petits porteurs. Ils sont pas moins de 400.000 rien qu'en Italie. Ces derniers se voient confirmer la valeur intégrale de leur titre. L'autre catégorie d'investisseurs soignés par l'offre de M. Lavagna sont les fonds de pension argentins, qui détiennent près de 20% de la dette en défaut, et auxquels seront offerts des obligations "quasi-pair" libellées en pesos. Tous les titres émis dans le cadre de la restructuration offriront une rémunération supplémentaire à chaque fois que la croissance économique de l'Argentine dépassera les 3% l'an.

Les premières réactions, sont sans grande surprise plutôt sceptiques, face à ces propositions du gouvernement argentin. La principale organisation de défense des investisseurs en titres argentins, le Comité global des porteurs de titres argentins (GCAB), s'est même dite "extrêmement déçue".

De leur coté banques japonaises ont demandé plus de détails, de même pour les associations de porteurs italiens. Le scepticisme également en Allemagne.

Pour mémoire, 38,5% de la dette en défaut de l'Argentine est détenue par des investisseurs locaux, en particulier des fonds privés de pension, mais aussi de nombreux particuliers.

Pour El Correo

3 juin 2004